La Commune et Pontmain : mystères et châtiments

Cet article contient deux sujets qui auraient pu être traités séparément sous les titres L'imposture de la Commune et Le secret de Pontmain ; mais comme ils méritent un rapprochement, ils sont regroupés en un seul.

je vais proposer ici une nouvelle lecture des événements de 1870 à 1873, avancer une explication et une interprétation (qui me sont personnelles) des motifs réels cachés derrière les faits, et montrer le lien probable entre les faits historiques et l'intervention divine.

Rappel des faits historiques

Commençons par remettre en mémoire les principaux événements autour de la guerre francoprussienne de 1870-71, tels qu'ils sont enseignés officiellement :

A la suite de désaccords et de provocations savamment orchestrées, la France de Napoléon III déclare la guerre à la Prusse de Bismarck mi-juillet 1870. Le 2 septembre suivant, à Sedan, les troupes françaises sont battues par l'ennemi et l'empereur des français fait prisonnier. Deux jours après, le 4 septembre, suite à une insurrection populaire *non contrôlée*, la déchéance de l'empereur est prononcée et la IIIème République proclamée. Mais la guerre continue.

Le 17 janvier 1871, la Vierge Marie apparaît dans le ciel à Pontmain en Mayenne et délivre le message écrit suivant : "Mais priez mes enfants, Dieu vous exaucera en peu de temps. Mon Fils se laisse toucher."

Le 28 janvier, soit quelques jours après, l'armistice est signé entre le gouvernement provisoire autoproclamé et l'Allemagne. Celui-ci incluait la tenue d'élections législatives au plus tôt ; celles-ci auront lieu le 8 février suivant. La nouvelle Assemblée élue nomme le 17 février Adolphe Thiers, politicien bien connu et ancien Président du Conseil sous Louis-Philippe, à la fois Président de la République et Président du Conseil. Durant les pourparlers de paix, l'insurrection éclate à Paris sous la pression des Républicains (la gauche) le 18 mars, où la Commune est proclamée, tandis que le gouvernement s'installe à Versailles. Le traité de paix entre la France et l'Allemagne sera signé à Francfort le 10 mai, tandis que la Commune de Paris est écrasée dans le sang la semaine du 24 au 28 mai (1871).

À noter un fait capital, peu abordé dans l'histoire officielle : l'Assemblée élue le 8 février fut, contre toute attente, très largement de droite, et même majoritairement monarchiste : sur 675 députés, 396 étaient monarchistes (182 légitimistes, 214 orléanistes). Elle choisit Thiers comme chef du pouvoir exécutif parce que celui-ci, de centre-gauche et par nature versatile, partisan d'un *République bourgeoise*, était un des seuls à pouvoir faire la synthèse entre la droite et la gauche. Mais le précédent gouvernement -autoproclamé le 4 septembre, donc non élu, et essentiellement *parisien*- était clairement mené par la gauche et ses leaders, notamment Jules Favre et Léon Gambetta.

Ces précisions sont capitales pour la suite.

Les véritables raisons de la guerre franco-prussienne de 1870

Il faut au préalable signaler au lecteur deux élément essentiels pour comprendre le fondement réel des événements à partir de la Révolution française :

1) La franc-maçonnerie n'est pas homogène parce qu'elle est constituée d'hommes d'univers très variés, aux motivations parfois contradictoires, et où la personnalité et les intérêts tendent à l'emporter sur les projets communs. Même si les leaders de la franc-maçonnerie se mettent d'accord sur certains objectifs prioritaires, ensuite chacun tire la couverture à soi et profite de l'occasion pour faire avancer ses propres intérêts, ou ses ambitions, à cause de leur environnement politique ou de leurs fonctions propres. D'où, par exemple, Bismarck, franc-maçon du 33è degré, qui profite de la guerre pour extorquer à la France une somme colossale (5 milliards) ou Thiers, présenté par ses biographes comme ex-carbonaro (mais pourquoi ex ? y a-t-il réellement eu un arrêt ?) qui écrase la Commune pour ne pas perdre le pouvoir.

D'ailleurs cette période est riche en conflits à l'intérieur même de la franc-maçonnerie, et il n'est pas rare que des francs-maçons soient écartés ou assassinés par d'autres francs-maçons ; par exemple c'est le cas du président américain Garfield, du roi Victor-Emmanuel II, ou de Félix Faure, tous trois maçons et tous trois assassinés dans l'exercice de leurs fonctions par la maçonnerie.

2) Les révolutions spontanées sont des leurres. IL est très important de savoir et de comprendre que dans les révolutions, le peuple n'est qu'un outil dont se sert une élite occulte pour prendre le pouvoir. La Révolution a ceci d'avantageux qu'un petit groupe peut opérer un coup d'état en se servant du peuple à la fois comme légitimité et comme chair à canon. L'idée des agitateurs, et surtout de leurs commanditaires secrets, est que l'histoire retienne que ces événements furent la conséquence d'une volonté spontanée du peuple, alors qu'il s'agit d'un mensonge éhonté : le peuple est utilisé par une oligarchie qui reste en retrait, voire secrète, et s'en sert pour prendre le pouvoir. Il y a donc, dans toute Révolution, trois groupes : le peuple, qu'on excite et qu'on agite (souvent par et grâce à la presse), les agitateurs, qui manipulent le peuple et parlent en son nom, et au-dessus, ceux qui paient les manipulateurs et leurs donnent des ordres.

Maintenant que nous savons cela, nous pouvons analyser plus facilement les véritables motifs qui ont présidé aux événements de 1870.

La guerre franco-prussienne avait pour but de neutraliser Napoléon III afin de précipiter la chute du pouvoir temporel du pape. Le véritable objectif, c'était la prise des états pontificaux et de Rome afin d'achever l'unification italienne, à laquelle Napoléon III, pourtant, avait participé, mais sans se résoudre à abandonner le pape. Or les grands chefs de la franc-maçonnerie, à commencer par Bismarck ou Albert Pike, savaient qu'il était impératif d'affaiblir la papauté en lui retirant son pouvoir temporel. Ainsi donc Napoléon III, bien que lui-même carbonaro, n'était pas suffisamment fiable et devait être impérativement neutralisé. D'où les provocations volontaires pour le pousser à la guerre. La preuve nous est ensuite donnée par l'enchainement des événements, dont la logique s'explique une fois qu'on a compris le but réel :

- Napoléon III est fait prisonnier à Sedan le 2 septembre. La nouvelle est connue à Paris le lendemain, et très certainement au matin du 4 septembre. L'arrestation par l'ennemi d'un souverain en exercice n'a rien d'étonnant ni d'exceptionnel, c'est hélas un fait classique. D'une façon générale on n'en profite pas pour le destituer et encore moins pour changer de régime ; et même quand cela se produit, c'est rarement immédiat.

Il n'y avait donc aucune raison de proclamer la République seulement 2 jours après l'arrestation du prince régnant. Pourquoi si vite ? Parce qu'il y avait préméditation : c'est un coup monté, et même un coup d'état déguisé, comme les révolutionnaires savent si bien le faire. Ceux qui agitent le peuple sont des gauchistes notoires (les ancêtres du communisme), à commencer par Gambetta et Favre, tous deux francs-maçons, et ils se sont servis du peuple comme écran pour impressionner l'Assemblée et la forcer à se dissoudre tandis qu'ils autoproclamaient la République.

Pour le plus grand bénéfice de la maçonnerie, parce que l'avantage qui y était lié devient visible et évident : Napoléon III et son régime étant à la fois neutralisés et écartés, et le gouvernement dans des mains sûres (une gauche qui prend autoritairement le pouvoir, et non démocratiquement, soulignons-le), toute velléité de protection du pape par la France était levée.

- Ainsi pouvait commencer la phase 2 du plan. Les zouaves pontificaux confiés par Napoléon III au pape pour protéger ses derniers Etats avaient été rappelés en France dès juillet à cause de la guerre. Dès qu'ils furent certains que ces derniers ne reviendraient pas, et pour cause, l'invasion pouvait commencer. Le 7 septembre, le conseil des ministres italien décidait à l'unanimité l'invasion des Etats romains. Doit-on rappeler que les hommes-clés de cette époque, à savoir le roi Victor-Emmanuel, son ministre Cavour, et Garibaldi, étaient tous maçons ? Avec Bismarck de l'autre côté et Favre-Gambetta à Paris, ça fait tout de même beaucoup de *frères* aux premières loges. Le 20 septembre 1870 c'était chose faite, les troupes piémontaises entraient triomphalement dans Rome et Pie IX se muait en prisonnier volontaire au Vatican.

En moins d'un mois, l'objectif est rempli.

Après, c'est le *veae victis* (malheur aux vaincus) qui s'applique : les allemands ayant l'avantage en France, ils ne lâcheront pas une si belle occasion. Les intérêts personnels et politiques prennent le dessus. On oublie trop souvent qu'en même temps vont se faire deux unifications majeures en Europe : l'unification de l'Italie mais aussi l'unification de l'Allemagne, toutes les deux menées par des francs-maçons. Ainsi donc, les allemands poursuivent leur avancée en France.

La promesse de Pontmain

C'est alors que se produisent coup sur coup deux événements d'ordre surnaturel -ou du moins lié au surnaturel pour le premier- :

- 1) Fin décembre 1870-début janvier 1871, "Alexandre Legentil et Hubert Rohault de Fleury font vœu de construire une Eglise consacrée au Cœur du Christ « en réparation » (c'est-à-dire en pénitence pour les infidélités et les péchés commis) car pour eux, les malheurs de la France proviennent de causes spirituelles plutôt que politiques." (fiche wikipédia du Sacré-Cœur)
- 2) Le 17 janvier 1871 la Sainte Vierge apparaît dans le ciel de Pontmain pour y délivrer le message d'espoir et d'encouragement (*mais priez* !!) cité plus haut.

Les deux événements sont-ils liés ?

Oui nous répondent les deux sanctuaires, car les deux basiliques font le lien entre le Sacré-Cœur et Pontmain.

Dans la basilique de Pontmain, une chapelle latérale appelée chapelle du Rosaire est ornée de 3 vitraux : l'un représentant la basilique du Sacré-Cœur, l'autre la basilique de Pontmain, les deux encadrant une Vierge à l'Enfant.

Chacun des deux vitraux reproduit en outre la date principale de l'événement cause des deux basiliques :

- pour le Sacré-Coeur, il est indiqué **10 janvier 1871**, date très certaine de la rédaction du vœu national par Alexandre Legentil (les vitraux sont fin XIXè, à cette époque les dates précises étaient connues);
- pour Pontmain, 17 janvier 1871, date de l'Apparition.

L'apparition de Marie est donc postérieure au vœu national.

Par conséquent, à l'affirmation "Dieu vous exaucera en peu de temps" il est légitime d'élargir les possibilités de réponses :

Exaucer quoi ? la fin de la guerre ? ou le vœu national ? ou rétablir la monarchie ? ou les trois ?

La quasi totalité des interprétations lie la promesse de la Vierge à l'armistice, puisqu'elle sera signée onze jours après. C'est tout à fait légitime. Mais la promesse s'arrête-t-elle là ? Car une des clauses de l'armistice, nous l'avons vu, imposait la tenue d'élections et l'Assemblée qui en sera issue, seulement 22 jours après l'apparition (!), majoritairement de droite, sera aussi celle qui deux ans plus tard, le 24 juillet 1873, votera la loi d'utilité publique de la construction du Sacré-Cœur -du jamais vu dans l'histoire d'une République !- rendant le projet possible.

Et enfin, cerise sur le gâteau, cette même Assemblée, à majorité monarchique, s'apprêtait, toujours en 1873, à rétablir la monarchie en mettant sur le trône Henri V, comte de Chambord.

On voit donc que la promesse de Pontmain ne s'arrête pas à l'arrêt des hostilités mais s'étend aussi à d'autres événements majeurs, y compris à la Commune, nous allons le voir.

L'imposture de la Commune de Paris

J'ai longtemps cherché les causes réelles de la Commune de Paris. Les raisons officielles -la défense de la démocratie, la liberté, l'égalité- sont bidons et sortent tout droit de l'argumentaire gauchiste habituel, comme si l'Assemblée qui venait d'être élue remettait en cause la démocratie. Surtout que le gouvernement avait été confié à Thiers, homme politique de centre-gauche, partisan d'une République bourgeoise certes, mais fondamentalement républicain, et ayant pris dans son gouvernement plusieurs ministres de gauche (Républicains) dont Jules Favre, un des artisans de la proclamation du 4 septembre.

D'autres raisons avancées sont plus valables dans le sens où elles ont été utilisées sciemment pour exciter le mécontentement populaire : on reprochait au gouvernement sa capitulation (alors qu'elle fut signée par les gauchistes du 4 sept !) et on s'effrayait à juste titre de pourparlers de paix aux proportions démesurées : une indemnité de 5 milliards de francs de l'époque, "alors la plus colossale rançon de tous les temps : 25% du PIB français" selon FX Rochette dans Rivarol, sans compter l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Enfin les agitateurs pouvaient aussi utiliser la présence de l'occupant allemand (quoique ayant évacué Paris) pour maintenir la pression sur la population.

Tous ces éléments ne furent que des prétextes, des justifications, pour les agitateurs et leurs commanditaires : la véritable raison de l'insurrection fut la volonté de reprendre par la force un pouvoir qu'ils avaient perdu par les urnes.

Les gauchistes sont les seuls démocrates qui n'acceptent la démocratie que dans la mesure où elle leur donne le pouvoir. Sinon ils la contestent.

Et leur technique privilégiée, qui révèle leur vrai visage, est la prise du pouvoir par la force, le coup de main, ou plutôt le coup d'état déguisé sous forme d'insurrection populaire. Populaire, mais qui ne profite qu'aux gauchistes, comme toute révolution.

Mais puisque le camp gauchiste n'est pas homogène, et l'était encore moins à cette époque, et parce que la gauche bourgeoise dont Thiers était l'éminent représentant n'avait pas l'intention de laisser la place à des révolutionnaires enragés, ils furent écrasés sur l'ordre de leurs propres amis, les Thiers et autres Favre. Qui furent d'ailleurs ensuite très indulgents envers les ex-communards, une fois l'épreuve de force passée.

Il est vrai qu'ils pouvaient légitimement se méfier de cette Assemblée à majorité monarchiste, elle aurait probablement rétablit la monarchie si elle l'avait pu. Mais le sujet n'était pas à l'ordre du jour un mois après son élection, et sûrement pas avec un Thiers à la tête du gouvernement.

Donc c'est un déni de démocratie pur et simple que ces fous furieux engagèrent par leur tentative de coup d'état.

Même la page wikipédia de la Commune l'admet, ainsi que les historiens, par exemple Vincent Chabrol dans le dernier Lectures Françaises :

"Profitant de l'émotion causée par l'occupation allemande, même de courte durée, le Comité central des fédérés publie ses statuts le 4 mars et proclame à cette occasion : "la République étant le seul gouvernement de droit et de justice, elle ne peut être subordonnée au suffrage universel qui est son œuvre." Autrement dit : les français ont mal voté ; l'Assemblée est illégitime ; la République est à Paris et non à Bordeaux. L'épreuve de force doit donc s'engager entre l'Assemblée nationale et les fédérés".

Donc, répétons-le, la cause quasiment unique de la Commune, c'est cette Assemblée élue le 8 février qui ne lui convient pas, parce que de droite, d'où le recours à l'insurrection pour récupérer le pouvoir par la force, sous prétexte de démocratie (il fallait le faire!) et de défense des libertés.

Les communistes étaient déjà à l'œuvre et montraient déjà leur vrai visage de fous furieux. Il n'y a rien de spontané dans ce simulacre de Révolution, rien de populaire, seulement l'exploitation du mécontentement par des brutes cyniques assoiffées de pouvoir et de sang. Dans la biographie de Thiers, on apprend que leurs actes étaient prémédités : "On l'avait prévenu [Thiers], trois semaines auparavant, que tout était prêt pour incendier Paris. Il n'y avait pas cru. Le 24 mai les Tuileries flambent."

J'y vois une autre réponse de Notre-Dame de Pontmain : de toute évidence, l'Assemblée monarchiste, après l'armistice, fut le deuxième volet de ses promesses.

Le démon, fou furieux de voir la France chrétienne reprendre le dessus, ce qui pouvait av

Le démon, fou furieux de voir la France chrétienne reprendre le dessus, ce qui pouvait avoir des répercutions sur l'unité italienne récente, suscite une Révolution de grande ampleur afin de consolider ses acquis. Mais la Sainte Vierge veille et la Révolution est écrasée, y compris par des gens pourtant défavorables au retour de la monarchie (autant Thiers que Bismarck).

La Vierge Marie a sauvé la France d'un malheur incalculable, d'une révolution proche, dans les faits et dans l'esprit, de celle des marxistes-léninistes de 1917 en Russie. On n'ose imaginer ce que serait devenu notre pays si ces gens avaient fait plier le pouvoir, nous aurions connu avant l'heure une situation identique à la Russie communiste des années 20. On sait ce que cela a donné. Il suffit d'observer leurs actions, et notamment l'incendie de Paris, qui était prémédité ; Hitler ne l'a pas fait, les communistes l'ont fait, que chacun s'en souvienne. On comprend dans ce contexte la répression violente de l'armée, contenue pourtant par ses chefs à commencer par Mac-Mahon ; en tout cas on ne peut partager l'indécence de la gauche française célébrant 150 ans après des criminels et des incendiaires comme quasiment des héros. Ct état d'esprit ne laisse aucune ambiguïté sur la nature des personnages qui constituent la gauche aujourd'hui -et depuis toujours- et leurs capacités de destruction et de nuisance, je dirai même leur jusqu'auboutisme dans la folie. La Vierge de Pontmain nous a protégé du péril rouge en 1871, de même qu'elle le réitèrera en 1947 à l'Ile Bouchard.

Le secret de Pontmain

Ainsi donc, les promesses de la Belle Dame de Pontmain sont multiples :

Mettre fin à la guerre ? oui

Empêcher l'abomination de la Commune de Paris ? oui

Donner à la France une Assemblée monarchiste ? oui

Et pour quoi faire ? Pour nous donner le fameux grand monarque en rétablissant la monarchie très chrétienne ?

Revenons aux faits historiques:

Les monarchistes, majoritaires dans cette Assemblée élue le 8 février 1871, vont mettre deux ans à s'accorder sur un nom unique et à négocier, autant entre légitimistes qu'orléanistes qu'avec le candidat, j'ai nommé Henri V comte de Chambord, petit-fils de Charles X et prétendant à la fois le plus légitime et le plus adéquat. Bien entendu de nombreux points nécessitaient une mise au point et de laborieuses négociations, dans cette France déjà grignotée par la bourgeoisie républicaine, le sujet le plus emblématique -plus exactement celui que l'histoire retiendra principalement- étant la question du drapeau : la majorité des députés voulaient conserver le drapeau bleu-blanc-rouge tandis qu'Henri V tenait à rétablir le drapeau blanc royal.

En 1873 les négociations ont globalement abouti, suffisamment pour que l'Assemblée décide de renverser Thiers, le 24 mai 1873 pour nommer à sa place le même jour le maréchal de Mac-Mahon, là encore à la fois Président de la République et Président du Conseil. Mac-Mahon, de droite et favorable à la monarchie, accepte de gérer la transition jusqu'à la mise sur le trône d'Henri V. Après le 24 mai tous les indicateurs sont donc au vert : la restauration de la monarchie apparaît plus que probable, l'union Bourbons-Orléans paraît réalisée, Henri V renonce au drapeau blanc... Et puis, le 30 octobre 1973, patatras tout s'effondre, paraît la lettre de Salzbourg dans laquelle Henri V maintient intégralement son principe, son drapeau et refuse toute concession. La tentative de restauration échoue définitivement et pour toujours.

Alors, que fait la Sainte Vierge ? Pourquoi nous avoir donné une Assemblée à majorité monarchiste pour que le projet, pourtant bien avancé, finisse par s'effondrer ?

Parce qu'entretemps il s'était passé un fait majeur :le 24 juillet l'Assemblée avait voté la résolution faisant du vœu national de M. Legentil une loi d'utilité publique, mettant en route la construction de la basilique du Sacré-Cœur.

Voilà le rôle que le Ciel avait assigné en réalité à l'Assemblée monarchiste ; voilà pourquoi Henri V renonce, et voilà pourquoi (fait non négligeable) Maximin, le voyant de la Salette était revenu visiter le comte de Chambord.

Car le Ciel nous avait déjà averti que le comte de Chambord ne monterait pas sur le trône. Lors des 3 journées révolutionnaires de juillet qui feront tomber Charles X, ce dernier prend conseil auprès de Martin de Gallardon, un paysan visionnaire déjà envoyé en mission par saint Raphaël auprès de Louis XVIII, et qui lui fait la réponse suivante :

"Dites au roi qu'il sait bien la raison de tous ces malheurs. A présent il ne peut rien faire quand bien même il aurait 200 000 hommes de troupe ; il ne réussirait qu'à faire couler beaucoup de sang. Il faut qu'il parte en exil, il y mourra sans avoir revu la France ainsi que son fils, le duc d'Angoulême. **Henri, son petit-fils, ne sera jamais roi.**"

Authentique. Donc depuis 1830 on sait que Chambord ne sera jamais roi.

D'autre part, la Sainte Vierge à la Salette a confié deux secrets : l'un à Mélanie, sur la fin des temps et l'Antéchrist, l'autre à Maximin. On ne saura jamais le contenu du secret de Maximin, mais tous ceux qui ont travaillé sur la question ont compris que celui-ci se rapportait très probablement à la survivance de Louis XVII. C'est à dire le même message dont fut chargé Martin de Gallardon auprès de Louis XVIII.

En avril 1865, Maximin se rendit à Frohsdorf pour y rencontrer le comte de Chambord. Le comte de Vanssay, secrétaire du Prince, raconte l'entrevue : « Je vis que le Comte de Chambord était ému et parla longuement et avec beaucoup de bonté au jeune voyant. Quand Maximin quitta la pièce, tout ému, le Prince se tourna vers moi : Maintenant j'ai la certitude que mon cousin Louis XVII existe. Je ne monterai donc pas sur le trône de France. Mais Dieu veut que nous gardions le secret. C'est lui seul qui se réserve de rétablir la royauté. »

et Maximin reviendra en août 1873, à ce moment fatidique où Chambord cédait à la pression, pour lui rappeler ses devoirs.

Mais Chambord avait raison : le secret de Dieu est le même que celui de Notre-Dame de Pontmain et ce secret est qu'un grand monarque temporel ne serait accordé ni à la France ni au monde parce que les hommes ne le méritent pas (ou ne le méritaient déjà plus en 1873), et surtout parce que Dieu va nous donner bien mieux : son Fils comme grand monarque.

Puisque notre déchéance ne nous mérite pas un roi très chrétien, alors nous passerons directement au roi des rois, d'où le Sacré-Cœur, d'où la croix que la Vierge tient en ses mains à Pontmain. Tout pour son divin Fils. Tout ce que fait la Sainte Vierge est en direction de son divin Fils : "faites tout ce qu'il vous dira", voilà le seul conseil qu'elle ait donné aux hommes dans l'Evangile.

Et ceci fut confirmé par Marie-Julie Jahenny, une des voyantes ayant le plus prophétisé sur le grand monarque. Jésus lui dit à la mort d'Henri V : "Plus d'espérance du côté de la terre, la France n'ayant pas mérité celui qui devait la sauver, Dieu l'a enlevé de la terre. C'est le premier châtiment."

Ces paroles sont curieusement occultées par tous ceux qui s'entêtent à croire encore au grand monarque.

Mais on peut comprendre l'espérance -trop temporelle- des hommes.

Le pape Léon XIII, qui avait vécu cette expérience d'une Assemblée à majorité monarchiste, tentera de réitérer l'exploit quand quelques années plus tard, il engagea les catholiques français à se rallier à la République. Trahison du Saint-Père ? Poussée libérale ? Non, calcul malin mais hasardeux : si les catholiques votent en masse, ils peuvent à nouveau élire une Assemblée de droite qui restaurerait une monarchie très chrétienne par les voies légales comme cela avait failli être le cas en 1873. Mais il était trop tard, Dieu avait d'autres projets.

Conclusion

Au moment où tout semble acquis pour la restauration de la monarchie et l'érection du grand monarque, c'est un autre grand monarque qui prend la place : au lieu d'Henri V nous aurons le Sacré-Cœur.

C'est assez clair, non?

Voilà le véritable message de Pontmain et du Ciel : l'heure n'est plus aux monarques temporels perfectibles et faillibles, ce que Dieu nous donne c'est toujours et encore le meilleur : son Fils, le Sacré-Cœur, qui va nous soutenir et nous porter dans cette grande épreuve qui s'annonce, à savoir la Passion de l'Eglise et de la chrétienté.

D'où la Vierge à Pontmain qui tient en ses mains un Christ en croix : d'une part elle renvoie sur son Fils, mais d'autre part le Ciel insiste sur la notion de Passion - or n'était-on pas à la veille de l'entrée dans la Passion de l'Eglise ? ou n'était-ce pas déjà commencé par la chute des Etats pontificaux quatre mois avant ?

D'où le Sacré-Cœur sur les drapeaux demandé par le Christ via Claire Ferchaud à une République : non pas parce que la République est favorable à la chrétienté, bien au contraire nous savons qu'elle est l'instrument principal de l'Ennemi pour détruire cette même chrétienté, mais parce que l'enjeu pour la France et le monde dépasse la notion même de régime politique : le salut c'est le Sacré-Cœur, que nous soyons en République (drapeau BBR) ou dans tout autre régime.

Le message est donc clair : le moment est venu de nous confier à Jésus-Christ et uniquement à lui et de ne rechercher aucune solution temporelle à nos maux - nous devons seulement nous en préserver-, le Ciel, comme il l'a promis, s'occupera lui-même des bêtes (le système) et des "méchants" (les ennemis du Christ et de la chrétienté).